

**Séance ordinaire du
vendredi 16 décembre 2022**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents / Excusés :

Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

**Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) -
Modifications du Règlement intérieur et de la charte déontologique - Approbation**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance a consacré la prévention de la délinquance comme devant faire l'objet d'une politique publique permanente animée et coordonnée par le Maire de la commune. Il dispose d'une compétence propre en matière de prévention de la délinquance liée notamment à ses pouvoirs de police.

Le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) créé le 25 juillet 2006 par délibération du Conseil municipal, constitue le cadre de concertation sur les enjeux et objectifs de la lutte contre l'insécurité, ainsi que de la prévention de la délinquance sur la Ville de Montpellier. En outre :

- Il favorise l'échange d'informations entre partenaires concernés par les phénomènes d'incivilités et de délinquance et promeut une démarche partenariale et opérationnelle ;
- Il développe l'Observatoire local de tranquillité publique, outil d'aide à la décision, permettant de développer une observation pertinente et collégiale, une analyse commune des faits constatés, en vue de les traiter et d'y apporter des réponses adaptées dans l'objectif de la préservation de la sécurité et de la tranquillité publiques ;
- Il réalise, par l'adoption de conventions et protocoles spécifiques, des programmes d'actions concertés de prévention, de médiation et d'information dans le cadre d'un plan d'action pour fixer des objectifs dans la durée, ainsi que leurs suivis.

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et au Code de la sécurité intérieure, le CLSPD est une instance de diagnostic, de concertation, de prise de décisions associant institutions, organismes publics et privés, représentants associatifs, ainsi que de la société civile concernés par la lutte contre l'insécurité et la prévention de la délinquance. Il est compétent pour définir les actions partenariales à conduire au titre de la stratégie locale de sécurité et de prévention de la délinquance.

Le Maire est le président du CLSPD. Le Préfet de l'Hérault, le Procureur de la République, ainsi que le Président du Conseil Départemental de l'Hérault en sont membres de droit.

C'est dans ce cadre, que, depuis le début du mandat, la Ville de Montpellier s'est attachée à renforcer ses actions en matière de prévention, de sécurité et de tranquillité en développant de nouveaux moyens humains, techniques et initiant de nouveaux dispositifs, tels que le rappel à l'ordre, la médiation, les mesures de Travaux d'Intérêt Général, la lutte contre le harcèlement de rue, le Conseil des Droits et des Devoirs des Familles.

Cette politique volontariste a nécessité des partenariats associant les directions, services de la collectivité, des acteurs institutionnels ou associatifs au profit de l'ensemble des quartiers de la ville et des publics en difficulté. Face aux nouveaux enjeux sociétaux qui s'imposent à tous, la sécurité et la prévention de la délinquance ne relèvent plus d'un seul domaine de compétence et impliquent des coproductions et des collaborations répondant de champs professionnels variés.

Au regard des évolutions réglementaires de ces dernières années et afin de mener à bien les nouvelles instances opérationnelles, il est aujourd'hui nécessaire d'actualiser le règlement intérieur dédié au fonctionnement du CLSPD ; ce règlement intègre désormais une charte déontologique garantissant les échanges d'informations.

Le règlement intérieur a pour objet de réaffirmer les modalités nécessaires au bon fonctionnement du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance de la Ville de Montpellier dans le cadre proposé du décret n°2007-1126 du 23 juillet 2007 relatif aux conseils locaux et aux conseils intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du nouveau règlement intérieur de fonctionnement du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, ainsi que la charte déontologique d'échange d'informations ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 22 décembre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Nouveau_RI+Charte_déontologique

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221216-211694-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 22/12/22
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.